

#5 Atteintes aux biens sans violence contre personne

#5.2 *Cambriolages*

Cet indicateur additionne les faits enregistrés aux index 27 (cambriolages de résidences principales) et 28 (cambriolages de résidences secondaires) de « l'état 4001 » (séries historiques suivies par le ministère de l'intérieur, voir la partie *Sources et Méthodes*), car ces deux types d'infractions relèvent des mêmes modes opératoires. Les infractions de tentatives de cambriolages sont également enregistrées dans cet indicateur.

Les enquêtes de victimation enseignent que les proportions de plaintes dans le cas des cambriolages (en dehors des simples tentatives) sont élevées (entre 70 et 80 %) et les travaux méthodologiques ont montré l'assez bonne convergence entre les évolutions issues des enquêtes de victimation (*définitions*) et celles des données administratives dans ce domaine.

Repères avec l'enquête de victimation « Cadre de vie et sécurité »

D'après l'enquête « Cadre de vie et sécurité », environ 569 000 ménages ont été victimes d'un cambriolage ou d'une tentative de cambriolage de leur résidence principale au cours de l'année 2017, soit 2,0 % de l'ensemble des ménages de France métropolitaine. Parmi les ménages victimes, 292 000 (50 %) ont effectivement subi au moins un cambriolage « effectif » et 277 000 (50 %) uniquement une (ou plusieurs) tentative(s) de cambriolage. En moyenne sur la période 2015-2017, 8 % des ménages victimes ont subi non pas un mais plusieurs cambriolages ou tentatives de cambriolage au cours de l'année, ce qui explique l'écart entre le nombre de ménages victimes et le nombre de faits recensés. Pour l'année 2017, en France métropolitaine, on estime à près de 311 000 le nombre total de cambriolages de résidences principales – soit 11 cambriolages pour 1 000 ménages – et à 313 000 le nombre de tentatives – soit également 11 tentatives de cambriolages pour 1 000 ménages³.

Entre 2006 et 2008, le nombre de cambriolages et tentatives de cambriolage de résidences principales estimé à partir de l'enquête, a baissé pour atteindre son point le plus bas en 2008 (386 000). Parallèlement la proportion de victimes parmi les ménages est passée de 1,6 % à 1,3 %. Entre 2008 et 2011, le nombre de cambriolages et celui de tentatives ont conjointement fortement augmenté ainsi que le taux de victimation qui a atteint le seuil de 1,9 %. De 2011 à 2014, le taux de victimation est resté stable tout comme le nombre de cambriolages, en revanche le nombre de tentatives a poursuivi sa hausse. Entre 2014 et 2016, pour la première fois depuis 2008, cambriolages et tentatives de cambriolage marquent le pas par rapport à ce qui a

3 Pour chaque victimation, le nombre de faits total est estimé à partir du nombre de faits subis déclarés par chaque ménage victime. En outre, s'agissant des cambriolages de résidences principales, l'enquête CVS permet de distinguer exactement les « cambriolages » (cf.1) des tentatives de cambriolage dans la limite de 2 faits subis dans l'année par ménage victime. Au-delà, une estimation est nécessaire pour compter séparément les cambriolages et les tentatives de cambriolage.

été observé entre 2012 et 2014, mais restent néanmoins très supérieurs aux niveaux mesurés entre 2006 et 2009 par l'enquête. En 2017, le nombre de cambriolages et tentatives de cambriolage est en hausse pour la première fois depuis 2014 et atteint un pic historique au-dessus des 600 000 faits.

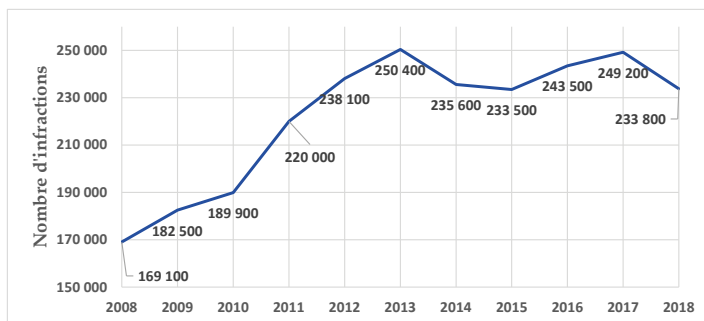
Pour mieux comprendre la cohérence de cette évolution avec celle observée dans les enregistrements de la police et de la gendarmerie, il faut prendre en compte le taux de plainte pour ces délits. Le dépôt de plainte en commissariat ou en brigade est une étape obligatoire pour obtenir une indemnisation d'une assurance ; malgré cela, le dépôt de plainte est loin d'être systématique. Dans le cas des tentatives de cambriolage, en moyenne sur la période 2015-2017, 61 % des ménages victimes n'ont tout simplement fait aucune déclaration à la police ou à la gendarmerie, 24 % se sont déplacés au commissariat et à la gendarmerie et ont formellement déposé plainte. Les autres ont fait une déclaration de type main courante ou bien ont renoncé à leur démarche sur place. Dans le cas des cambriolages « réalisés », 74 % des ménages victimes ont formellement déposé plainte sur la période 2015-2017.

Repli des cambriolages de logement en 2018

Le nombre de cambriolages de logement (commis ou tentés), enregistrés par les forces de sécurité, a nettement baissé en 2018 (-6 %, *figure 1*), après deux années de hausse. Le niveau des cambriolages en 2018 est inférieur de 7 % au point haut atteint en 2013.

En données trimestrielles, la stabilisation des cambriolages en 2017 est suivie d'une baisse sur chacun des quatre trimestres de 2018 (*figure 2*)⁴.

1. Cambriolages de logement : cumul annuel

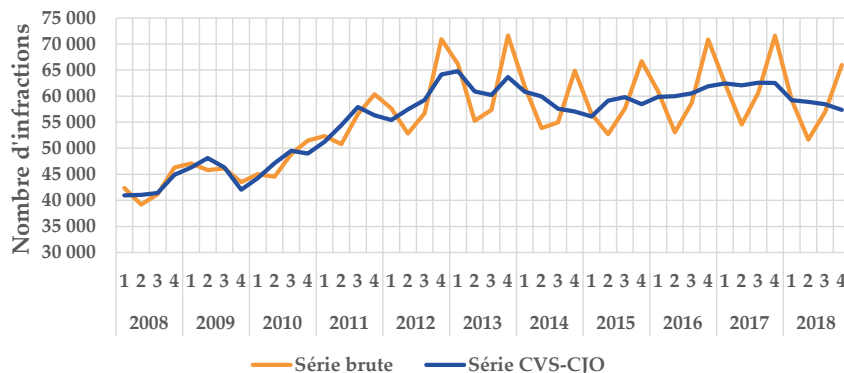


Champ : France métropolitaine.

Source : SSMSI, Base des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie.

4 Les données infra-annuelles sont fragilisées par le changement de saisonnalité qui a affecté les données utilisées depuis 2015 (pour plus de détails voir l'*Interstats Méthode* n°10).

2. Cambriolages de logement : cumul trimestriel



Champ : France métropolitaine.

Source : SSMSI, Base des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie.

Répartition territoriale : moins de différence entre les villes et les campagnes que pour d'autres formes de délinquance

Le nombre de cambriolages pour 1 000 logements est proche dans les zones rurales, les petites et les moyennes agglomérations (*figure 3*). Dans ces territoires, environ 5 logements sur 1 000 se sont fait cambrioler au cours de l'année 2018 d'après les enregistrements des forces de l'ordre. Le taux de cambriolage est un peu plus élevé dans les agglomérations ayant entre 50 000 et 200 000 habitants. Au-delà de 200 000 habitants, il bondit et dépasse 9 cambriolages pour 1 000 logements.

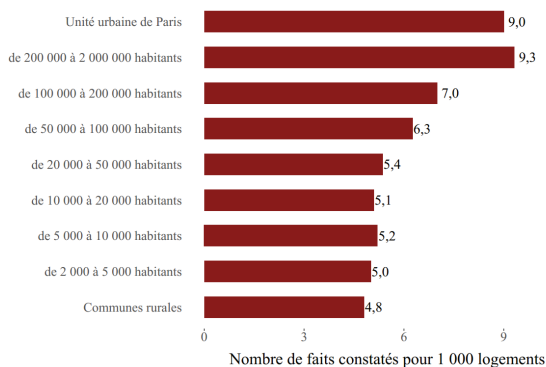
L'écart entre les zones les plus et les moins touchées va de 1 à 2 pour les cambriolages, contre un rapport de 1 à 10 pour les vols avec armes ou encore de 1 à 55 pour les vols violents sans arme : les communes rurales et les petites agglomérations sont donc relativement moins épargnées par les cambriolages.

Les régions les plus touchées sont l'Île-de-France et la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) (*figure 4*). Plus précisément, la moitié Est de l'Île-de-France, les trois départements Rhône, Isère, Ain, et enfin les Bouches-du-Rhône et la Haute-Garonne sont les territoires où les forces de l'ordre enregistrent le plus de cambriolages par logement (*figure 5*). En revanche, la Corse est nettement moins exposée aux cambriolages d'après les enregistrements des forces de sécurité : en moyenne, 2,0 logements sur 1 000 ont été cambriolés en 2018 contre 8,9 en PACA et 4,1 en Bretagne (deuxième région la moins exposée de métropole).

Évolutions territoriales : baisse dans la majorité des territoires

La plupart des départements ont connu une baisse du nombre de cambriolages enregistrés par les forces de l'ordre en 2018 (figure 6). De plus, les cambriolages se sont fortement contractés dans 26 départements. Néanmoins, 7 départements ont subi des hausses supérieures à 15 % par rapport à l'année 2017. Ainsi, 3 régions n'ont pas connu de baisse en 2018 : l'Île-de-France en raison de la forte hausse à Paris, les Pays-de-la Loire en raison de la hausse en Loire Atlantique, et la Bourgogne-Franche-Comté avec les augmentations enregistrées dans l'Yonne, le Doubs et le Jura.

3. Nombre de cambriolages pour 1 000 logements par taille d'unité urbaine, enregistrés en 2018



Champ : France métropolitaine.

Sources : SSMSI, Base des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie – Insee, recensement de la population.

4. Les cambriolages de logements enregistrés dans les régions en 2018

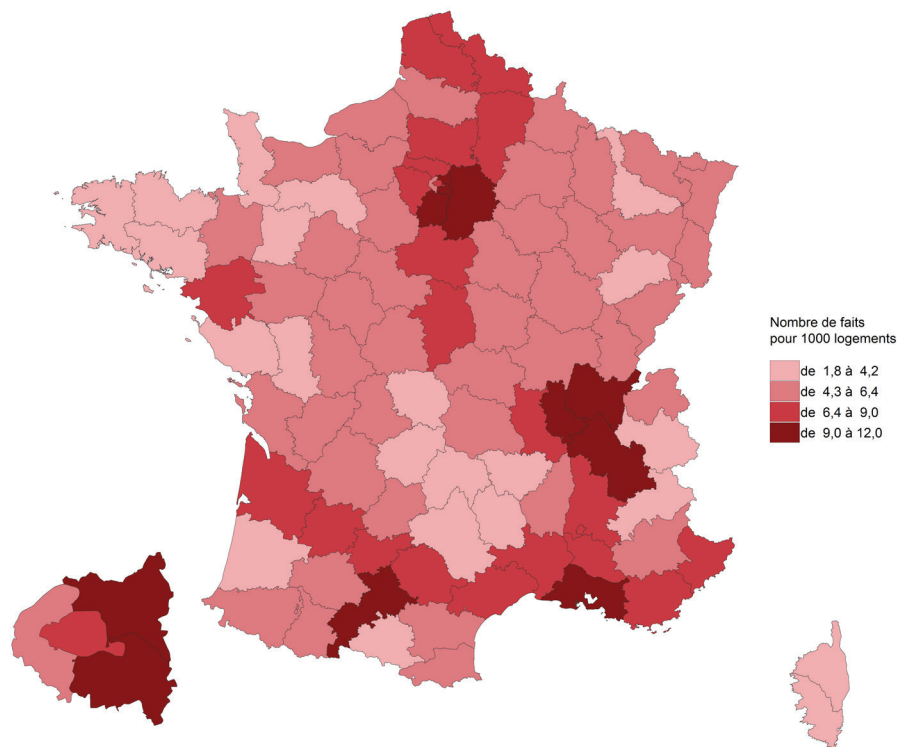
| Région | Évolution entre 2017 et 2018 en % | Taux pour 1 000 logements en 2018 | Taux pour 1 000 logements sur les 3 dernières années |
|-------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|--|
| PACA | -7,5 | 8,9 | 9,1 |
| Île-de-France | 1,0 | 8,9 | 8,9 |
| Auvergne-Rhône-Alpes | -11,3 | 7,6 | 8,2 |
| Hauts-de-France | -5,7 | 7,3 | 7,6 |
| Occitanie | -14,2 | 7,3 | 8,1 |
| Centre-Val de Loire | -8,4 | 5,9 | 6,1 |
| Nouvelle-Aquitaine | -10,6 | 5,8 | 6,1 |
| Pays-de-la-Loire | 1,8 | 5,7 | 5,7 |
| Grand-Est | -5,6 | 5,1 | 5,4 |
| Bourgogne-Franche-Comté | 2,6 | 4,9 | 4,9 |
| Normandie | -0,4 | 4,6 | 4,6 |
| Bretagne | -2,8 | 4,1 | 4,0 |
| Corse | -28,9 | 2,0 | 2,5 |

Champ : France métropolitaine.

Note : par ordre décroissant du taux pour 1 000 logements en 2018.

Sources : SSMSI, Base des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie – Insee, recensement de la population.

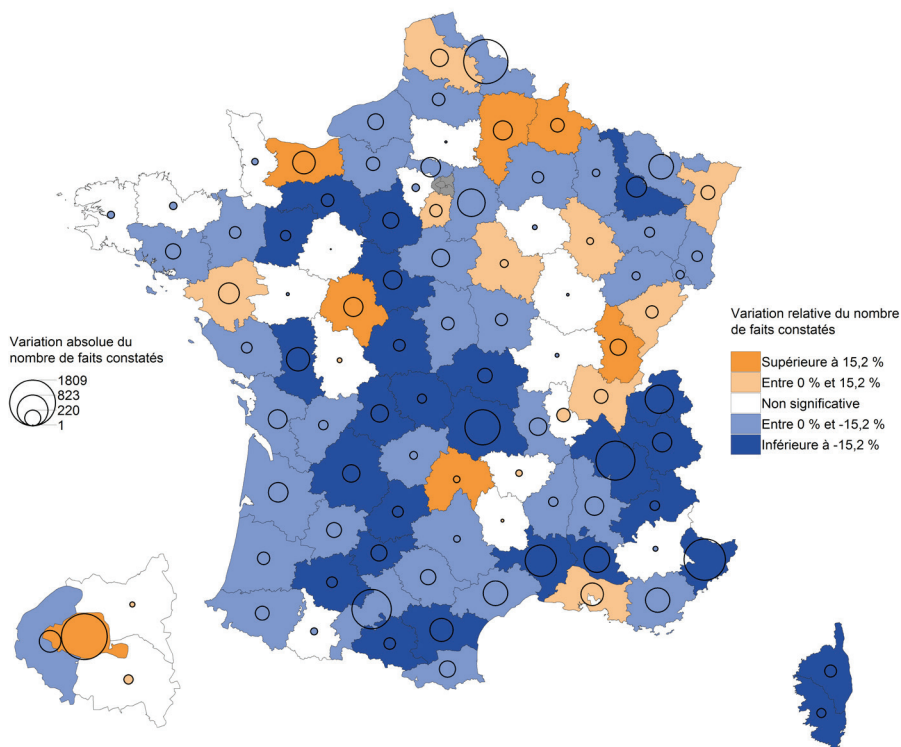
5. Nombre de cambriolages pour 1 000 logements par département en 2018



Champ : France métropolitaine.

Sources : SSMSI, Base des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie – Insee, recensement de la population.

6. Evolution du nombre de cambriolages par département, entre 2017 et 2018



Champ : France métropolitaine.

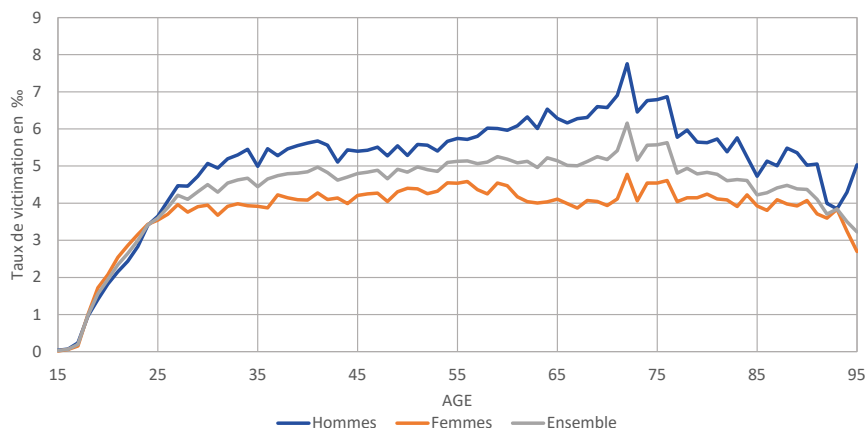
Note de lecture : En 2018, les cambriolages de logements ont fortement diminué en Dordogne par rapport à 2017. Dans le Rhône, leur nombre a augmenté mais avec une ampleur trop faible pour que cette évolution soit statistiquement significative (Voir « Sources et Méthodes » pour davantage d'information).

Source : SSMSI, Base des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie – Insee, recensement de la population.

Les victimes connues des forces de sécurité : près de 4 victimes pour 1 000 habitants en 2018

L'étude des victimes des cambriolages selon les données enregistrées de la police et de la gendarmerie trouve une limite dans le fait que les caractéristiques recensées des victimes (âge, sexe) sont généralement celles de la personne du ménage victime ayant déposé plainte. Les conditions de revenus des ménages, du quartier d'implantation, l'équipement de l'habitation et le type d'habitat sont autant de facteurs qui jouent davantage sur le risque d'être cambriolé. Les cambriolages touchent essentiellement les adultes après 30 ans, avec un taux d'environ 4,9 victimes pour 1 000 habitants en moyenne (*figure 7*).

7. Part des individus victimes de cambriolages pour 1 000 habitants de même sexe et âge en 2018



Champ : France métropolitaine.

Note de lecture : Sur 1 000 personnes âgées de 40 ans, 5 ont été enregistrées par les forces de sécurité comme victimes de cambriolage en 2018.

Source : SSMSI, Base des victimes de crimes et délits 2018, données provisoires - Insee, estimations de population (résultats provisoires à fin 2017).

Surreprésentation des étrangers parmi les mis en cause

En 2018, la police et la gendarmerie nationales ont mis en cause (*définitions*) 19 900 personnes pour des cambriolages ou des tentatives de cambriolages de logements (*figure 8*). C'est moins qu'en 2017 (20 800). La très grande majorité de ces personnes sont des hommes, souvent très jeunes : un tiers a moins de 18 ans, et les trois quarts ont moins de trente ans ; la part des 13-29 ans parmi les auteurs présumés de cambriolages (73 %) est près de quatre fois supérieure à leur part dans la population.

Parmi les personnes mises en cause pour des cambriolages, 73 % sont de nationalité française, 13 % ont une nationalité africaine et 12 % sont issus d'un autre pays européen, alors que 3 % de la population qui réside en France est issue d'un pays d'Afrique, et 3 % a une autre nationalité européenne (*figure 9*).

8. Nombre de personnes mises en cause pour des cambriolages de logements en 2018, par sexe et par âge

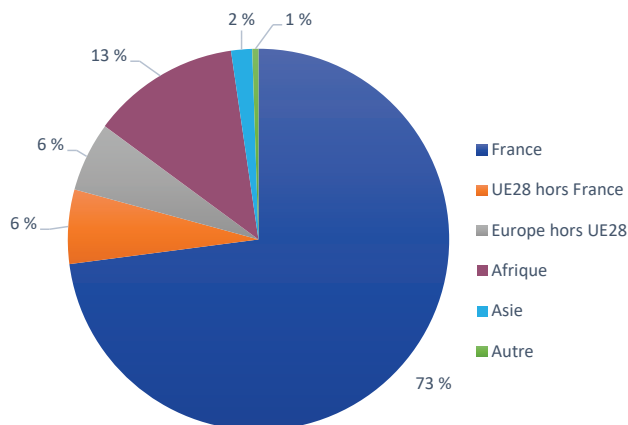
| | Femmes mises en cause | Hommes mis en cause | Ensemble des mis en cause | Part des hommes parmi les mis en cause | Répartition des mis en cause par classes d'âges | Répartition de la population par classes d'âges |
|---|-----------------------------|------------------------|------------------------------|---|--|--|
| Moins de 13 ans | 43 | 245 | 288 | 85 % | 1 % | 16 % |
| 13 à 17 ans | 430 | 5 707 | 6 137 | 93 % | 31 % | 6 % |
| 18 à 29 ans | 557 | 7 935 | 8 492 | 93 % | 43 % | 14 % |
| 30 à 44 ans | 292 | 3 508 | 3 800 | 92 % | 19 % | 19 % |
| 45 à 59 ans | 151 | 886 | 1 037 | 85 % | 5 % | 21 % |
| 60 ans et plus | 37 | 135 | 172 | 78 % | 1 % | 24 % |
| Total des personnes mises en cause | 1 510 | 18 416 | 19 926 | 92 % | 100 % | 100 % |

Champ : France métropolitaine.

Note de lecture : En 2018, 19 926 personnes ont été mises en cause par les forces de sécurité pour des cambriolages. 92 % sont des hommes et 43 % ont entre 18 et 29 ans. 19 % de la population de France métropolitaine a entre 30 et 44 ans.

Sources : SSMSI, Base des auteurs de crimes et délits 2018, données provisoires - Insee, estimations de population (résultats provisoires à fin 2017).

9. Nationalité des personnes mises en cause pour des cambriolages de logements en 2018



Champ : France métropolitaine.

Note de lecture : 73 % des personnes mises en cause par la police ou la gendarmerie en 2018 pour des cambriolages de logement ont une nationalité française.

Sources : SSMSI, Base des auteurs de crimes et délits 2018, données provisoires.

Définitions

• CVS-CJO

La correction des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO) est un traitement statistique de la série brute (i.e. initiale) qui vise à en éliminer les composantes cycliques (saisonnalité, nombre de jours ouvrables, année bissextile) pour permettre de mieux discerner son évolution fondamentale (tendance et chocs conjoncturels, notamment). La désaisonnalisation est effectuée sur la série mensuelle, et la série trimestrielle CVS-CJO est obtenue par cumul de la série mensuelle désaisonnalisée. La série annuelle cumule les données mensuelles brutes sur l'année civile.

• Mise en cause

Les forces de sécurité, police et gendarmerie, sont chargées quand elles constatent (ou qu'on leur signale) un crime ou un délit, d'en rechercher les auteurs sous

l'autorité des parquets. Quand, dans le cadre de leur enquête, elles auditionnent une personne et que des indices graves ou concordants rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer comme auteur ou complice à la commission d'un crime ou d'un délit, elles signalent l'identité de cette personne aux autorités judiciaires. On considère dans ce cas que cette personne est « mise en cause ». La notion de mis en cause utilisée ici est donc plus restrictive que l'usage courant, qui désigne toute personne soupçonnée à un moment donné d'avoir participé à la réalisation d'une infraction. C'est la justice qui déterminera, ultérieurement, si une personne est ou pas l'auteur effectif de l'infraction : ne sont retracés ici que les résultats de l'enquête menée par les forces de sécurité.

- **Taux de victimation**

Le « taux de victimation » est le rapport entre le nombre de victimes appartenant à une catégorie de population et la population totale de cette catégorie. Il est le plus souvent exprimé pour 1 000 habitants.

- **Victimation**

Étude des phénomènes délinquants qui s'intéresse en premier lieu à la personne des victimes. La méthode la plus fiable pour mesurer la victimation est la réalisation d'enquêtes auprès de la population, dites « enquêtes de victimation », au cours desquelles on demande aux individus s'ils ont été victimes d'atteintes à leurs biens (vols, dégradations, etc.) ou à leur personne (agressions, insultes, violences, etc.). La principale enquête de victimation en France est l'enquête « Cadre de Vie et Sécurité ».

Pour en savoir plus

- SSMSI, « Rapport d'enquête « Cadre de vie et sécurité » 2018 » – « Les vols sans effraction de résidences principales », Décembre 2018 (https://www.interieur.gouv.fr/content/download/113853/910831/file/RapportCVS_2018_chap02.pdf)
- SSMSI, « Rapport d'enquête « Cadre de vie et sécurité » 2018 » - « Les actes de vandalisme contre le logement », Décembre 2018 (https://www.interieur.gouv.fr/content/download/113852/910826/file/RapportCVS_2018_chap03.pdf)
- Ribon O., « Moins de cambriolages le dimanche, mais plus d'infractions violentes pendant le week-end », Interstats Analyse N° 13, Juin 2016
- Robin E. « Les déterminants sociaux, démographiques et économiques de la localisation des cambriolages de logement : une modélisation statistique à l'échelle des communes françaises », Interstats Analyse N° 2, Octobre 2015

- Delbecq V., Bettaïeb I., « Mesure de l'exposition aux cambriolages, analyse détaillée des facteurs individuels et environnementaux sur la probabilité d'être victime chez les ménages à travers l'enquête *Cadre de vie et sécurité* », Grand Angle n°39, ONDRP, mai 2016.